

## LES RICHES HEURES DE GUINGAMP

PAR HERVE LE GOFF

La ville de Guingamp implantée autour d'un château originel, dans la seconde moitié du XI<sup>e</sup> siècle au plus tard, disposait de réels atouts. Ville castrale idéalement positionnée commandant le passage nord de la Basse-Bretagne, capitale du plus puissant apanage du duché, celui de Guingamp-Penthièvre, rien ne semblait s'opposer à son développement. Ville prospère durant le Moyen Age, elle a su utiliser au mieux les ressources de son énergie naturelle, la rivière de Trieux en particulier, pour développer trois industries primordiales de cette période : les farines, le drap et le cuir. Sa bourgeoisie d'affaires et ses commerçants n'avaient alors rien à envier à celle des autres villes de Bretagne. Ses foires avaient atteint une réputation régionale. L'acquisition de droits municipaux précoces avait donné à ses édiles une capacité d'initiative qui préluait favorablement à un développement attendu, au même rythme que celui de cités équivalentes. La ville avait, semble-t-il, réussi à surmonter la crise du drap dans la seconde partie du XV<sup>e</sup> siècle et à opérer sa reconversion économique grâce en particulier au développement de l'industrie toilière. Le déclin qui la saisit alors au passage du siècle suivant semble néanmoins irrésistible, malgré quelques rares périodes de rémission. Au point qu'à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle Guingamp se réveille à peine d'une léthargie de cinq cents ans.

Parmi les causes de cette difficile entrée dans la modernité figure, au premier rang, la saignée tragique opérée dans sa population par la grande peste de 1483 qui réduisit, par décès ou exil, sa population de moitié en l'espace de quelques mois et fut plus traumatisante pour l'économie locale que toutes les guerres du XV<sup>e</sup> réunies. Sans doute, bien des cités bretonnes ont connu durant le XV<sup>e</sup> siècle des calamités de cette nature, mais l'intensité du fléau fut telle dans ce cas qu'elle avait porté atteinte à la capacité de régénération économique de Guingamp, et surtout à la vitalité même de son tissu humain. Une série de crises successives, au cours des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, associées à une croissance démographique trop régulièrement faible pour assurer l'essor de la population renforcèrent le phénomène. De telle sorte que la ville comptait paradoxalement moins d'habitants en 1789 qu'en 1480.

L'autre fait conjoncturel qui nuisit au développement de la ville fut la crise du textile largement entamée au XVII<sup>e</sup> siècle. La ville ressentit durement les inconvénients de sa relative et modeste économie fondée sur la fabrication et le commerce des toiles, mono industrie difficilement capable de résister aux fluctuations d'un marché trop soumis à la conjoncture politique internationale, et qui ne se releva pas d'une modification des échanges commerciaux de la toile avec l'Angleterre et l'Espagne.

En dépit de sa position militairement stratégique, la ville a souffert de sa situation géographique. Les conditions de son implantation, favorables dans le principe, devaient bien vite se retourner contre elle. Guingamp n'a jamais pu s'étendre en raison d'un aménagement peu rationnel de son espace urbain et de la superficie trop réduite de ses faubourgs. Limitée dans le développement de sa ville close par un corset de murailles, ses faubourgs se trouvèrent aussi dès l'origine bloqués à l'ouest par une rive inondable ou régulièrement soumise aux crues parfois violentes de la rivière. De ce fait la plupart des couvents choisirent de s'implanter hors les murs, à l'est, sur des terres idéalement situées, plus sèches et fertiles. Ils constituèrent ainsi un véritable glacis qui gêna singulièrement l'urbanisation.

Le déclassement des défenses de Guingamp au début du XVII<sup>e</sup> siècle marquait symboliquement la fin de son prestige médiéval déjà largement entamé. Passé l'âge des villes-donjon et celui des capitales d'apanage, le développement urbain souriait maintenant aux villes maritimes ou fluvio-maritimes. Mais, trop éloignée de la côte ou d'un port conforme aux nouvelles exigences du commerce, Guingamp ne profita aucunement de cet essor d'un autre type. Sa situation de ville-carrefour sur la route royale n'était qu'une bien maigre et trompeuse compensation. Avec l'annexion de la Bretagne et l'inévitable évolution des stratégies militaires, le grand chemin de Rennes à Brest deviendra, surtout aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, un axe essentiel pour la pénétration et le contrôle de la péninsule, permettant aussi une rapide circulation des convois d'avitaillement ou de troupes expéditionnaires et en particulier la desserte du port de Brest.

La voirie d'accès hors des bans de la ville était pourtant difficilement carrossable. Ses ponts sur la grand-route, passage unique obligé, étaient trop soumis aux aléas climatiques. Quant aux routes nord-sud qui s'y croisaient, elles étaient dans un tel état de délabrement dans les deux derniers siècles de l'ancien régime,

par suite notamment de l'incurie de possesseurs de fiefs, qu'elles paralysaient plus qu'elles ne favorisaient les échanges. De ce fait l'arrière-pays guingampais, fort limité en réalité, condamnait la ville à n'être qu'un marché local.

Le développement de Guingamp se révèle aussi trop tributaire du destin des Penthièvre. La fidélité, parfois irrationnelle, de la ville à cette famille et seigneurie fut assurément un obstacle à son développement. Que l'on considère le destin des autres agglomérations membres de cet ancien apanage :

Moncontour, Lamballe, Lannion, Pontrieux, La Roche-Derrien, Tréguier. On pourra juger qu'aucune d'entre-elles n'a connu un développement considérable. Toutes, encore prospères au sortir du Moyen Age, ont connu ensuite au mieux une stagnation au pire une régression de leur développement économique et démographique. Est-ce le fait du seul hasard? Cette seigneurie apportait la lourdeur d'une administration supplémentaire et plaçait la ville en tutelle. Quand elles se manifestèrent à l'occasion, les velléités d'autonomie du Conseil de ville furent vite jugulées. Il fallait l'accord du suzerain pour abattre les murailles, élargir les rues, réparer un moulin, nommer un maître d'école. Propriétaire de nombreux biens collectifs et superficies, il contrôlait et bridait souvent l'économie locale à travers les fermes de la cohue et ses droits de banalités (fours et moulins). Il fut même un obstacle à l'urbanisation comme propriétaire de plusieurs bâtiments, des remparts et des douves. Il fallut attendre la Révolution pour que la ville, devenue alors propriétaire des biens seigneuriaux collectifs, résolve enfin grâce à l'arasement de certains pans de murailles et des portes fortifiées trop basses et trop étroites, les problèmes ainsi posés à la circulation des fardiers et autres véhicules de transports de plus en plus lourds et larges, au moment où plus que jamais la commodité des axes de communication conditionnait le développement économique.

A tous ces freins au développement, il faudrait ajouter depuis le Moyen Age une faible présence de la noblesse en la ville. Les rares représentants fortunés de cette classe sociale préféraient vivre de leurs rentes foncières dans leurs manoirs semi-ruraux sans guère alimenter ni la production ni la consommation locale. De son côté la bourgeoisie guingampaise aisée manqua tout autant d'esprit d'entreprise et préférait investir dans la terre et la pierre, et acquérir à fonds perdus des titres nobiliaires flatteurs mais improductifs.

Les carences de la ville en matière d'instruction publique, et l'absence d'intermédiaires culturels élitistes et structurés, n'ont pas compté pour rien dans son assoupissement, dans le manque paralysant de formation générale chez ses entrepreneurs, dans l'exil de ses intellectuels et de ses cadres.

La réorganisation administrative consécutive à la Révolution en supprimant les administrations seigneuriales et royales eut pour effet de déposséder Guingamp de ses prérogatives traditionnelles et de ses moyens de pouvoir au bénéfice du chef-lieu du département, et de la priver en outre d'une clientèle obligée. Mais la Révolution ne venait que renforcer une tendance séculaire. Elle traduit dans les faits l'incapacité structurelle de la ville à entrer dans la modernité.

Dès lors le mouvement se précipite. Le nouveau pouvoir administratif et politique départemental usant au mieux de la dialectique du politique et de l'économique, concentre dans le chef-lieu et dans la partie orientale de la nouvelle entité les principaux outils financiers, éducatifs, culturels du développement au détriment de l'ouest départemental et de toutes les anciennes zones urbaines en particulier. L'examen des priorités choisies durant les XIX<sup>e</sup> et le XX<sup>e</sup> siècles en matière d'infrastructures routières, ferroviaires, portuaires, culturelles, etc., confirme à l'envi cette tendance loin d'être inversée, aujourd'hui encore.

Force est cependant de constater, qu'en dépit des difficultés à densifier son tissu économique et à fortifier son pouvoir d'attraction, Guingamp a pris en main son destin dans ces cinquante dernières années. La ville parie aujourd'hui sur les industries de transformation agro-alimentaires, sur l'éducation et la matière grise. Elle en retirera nécessairement les bénéfices. D'autant que son image est devenue largement positive grâce à ses entrepreneurs culturels et au sport médiatisé.

Il lui reste, encore et toujours, à maîtriser son espace économique et administratif réel. Cette nécessaire évolution a été entamée par la difficile constitution du pays de Guingamp, du pays d'Accueil à vocation touristique, et par l'organisation de la communauté urbaine sous la forme encore hésitante du District toujours paralysé par un manque évident de perspectives et de véritable solidarité intercommunale. Il faudra bien un jour corriger ces défauts ataviques. Cela sans doute ne saurait tarder. L'histoire l'enseigne et la raison le commande.